Gloire soit aujourd'hui rendue aux syndicalistes de chez Amazon

Le 4 avril 2022 par Chris Hedges / Exclusivité ScheerPost https://scheerpost.com/2022/04/04/hedges-let-us-now-praise-courageous-men-and-women/

Chris Hedges est journaliste. Lauréat du prix Pulitzer, il a été correspondant à l'étranger pendant 15 ans pour le New York Times, où il a occupé les postes de chef du bureau du Moyen-Orient et du bureau des Balkans. Il a auparavant travaillé à l'étranger pour le Dallas Morning News, le Christian Science Monitor et National Public Radio. Il est l'hôte de l'émission The Chris Hedges report.

La seule façon de mettre fin à l'attaque mondiale contre les droits humains des travailleurs est de se syndiquer.

Hammer-Head par M. Fish

Rendons hommage à ces travailleurs qui ont tenu tête à Amazon, tout particulièrement à Chris Smalls, décrit par l'avocat en chef d'Amazon comme «pas très malin et incapable de s'exprimer», qui a organisé un débrayage dans l'entrepôt Amazon de Staten Island JFK8 au début de la pandémie, il y a deux ans, pour dénoncer des conditions de travail dangereuses. Il a été immédiatement licencié. Les prestigieux avocats d'Amazon ont toutefois eu une surprise. Smalls a réussi à fédérer en un syndicat le premier entrepôt Amazon du pays.

Avec son cofondateur Derrick Palmer, ils ont mis en place leur syndicat, travailleur par travailleur, avec peu de soutien extérieur et sans affiliation à quelque groupe syndical national que ce soit, en récoltant 120 000 dollars sur GoFundMe (https://twitter.com/amazonlabor/status/1494790142216785936?). Selon des documents fédéraux, Amazon a, pour sa part, dépensé plus de 4,3 millions de dollars, rien que pour l'année dernière, pour payer des consultants hostiles à la syndicalisation.

Nous ne devons surtout pas sous-estimer cette victoire. C'est seulement en reconstruisant les syndicats et en menant des grèves que nous arrêterons la spirale descendante de la classe ouvrière. Aucun politicien ne le fera pour nous. Aucun des deux partis au pouvoir ne sera notre allié. Les médias seront hostiles. Le gouvernement, redevable aux entreprises et

aux riches, utilisera ses ressources, quel que soit le parti au pouvoir à la Maison Blanche, pour écraser les mouvements ouvriers. Ce sera une lutte longue, douloureuse et solitaire.

Chris Smalls le 1er avril, après la victoire de l'Amazon Labor Union. (Legoktm, CC BY-SA 4.0, Wikimedia Commons)

Il est possible de savoir ce dont les oligarques ont peur grâce à ce qu'ils cherchent à détruire : c'est à dire les syndicats. Amazon, le deuxième employeur du pays après Walmart, consacre des ressources faramineuses pour bloquer la syndicalisation, exactement comme Walmart.

Selon des documents du tribunal, Amazon a formé une cellule de crise composée de 10 équipes, dont un groupe de sécurité composé de vétérans de l'armée, pour empêcher Staten Island de s'organiser et a élaboré des plans pour briser l'activité syndicale dans son « Protest Response Playbook » (fascicule de réponses aux manifestations) et son « Labor Activity Playbook » (Guide des activités liées à la main-d'œuvre).

Les équipes de briseurs de grève ont organisé avec les travailleurs jusqu'à 20 réunions obligatoires par jour de type maoïste, au cours de celles-ci les superviseurs dénigraient les syndicats. Amazon a utilisé toutes sortes de subterfuges pour compliquer tout vote pour un syndicat. Amazon a placé des affiches hostiles aux syndicats dans les toilettes. Amazon a licencié des travailleurs suspectés de vouloir s'organiser.

Et Amazon s'est appuyé sur le démantèlement de la législation antitrust et de l'OSHA [Occupational Safety and Health Administration : agence gouvernementale fédérale des États-Unis dont la mission est la prévention des blessures, maladies et décès dans le cadre du travail, NdT], ainsi que sur la castration du National Labor Relations Board (NLRB), qui a largement désarmé les travailleurs, même si le NLRB a pris quelques décisions en faveur des organisateurs de syndicats.

« Ils nous ont traités de voyous », a déclaré Smalls aux journalistes après le vote de 2 654 contre 2 131 en faveur de la création d'un syndicat. « Ils ont essayé de répandre des rumeurs racistes. Ils ont essayé de diaboliser nos personnalités, mais ça n'a pas marché.»

Amazon, comme la plupart des grandes entreprises, n'a pas plus de respect pour les droits des travailleurs que pour la

nation. Elles évitent les impôts grâce à une série de niches élaborées par leurs lobbyistes à Washington et adoptées par le Congrès. En 2021, Amazon a échappé à environ 5,2 milliards de dollars d'impôts fédéraux sur le revenu des sociétés, alors même qu'elle déclarait des bénéfices records de plus de 35 milliards de dollars.

Christian Smalls, organisateur syndical, se réjouit avec les travailleurs d'Amazon après le vote pour la syndicalisation d'un entrepôt de Staten Island, à New York, le 1er avril 2022. (Photo : Andrea Renault/AFP via Getty Images)

Elle n'a payé que 6 % de ces bénéfices en impôt fédéral sur les sociétés. Amazon a affiché des revenus de plus de 11 milliards de dollars en 2018, mais n'a payé aucun impôt fédéral et a reçu un remboursement d'impôt fédéral de 129 millions de dollars. Jeff Bezos, d'Amazon, deuxième homme le plus riche du monde, vaut plus de 180 milliards de dollars. Tout comme Elon Musk, l'homme le plus riche du monde, qui vaut 277 milliards de dollars, joue avec des fusées spatiales comme s'il s'agissait de jouets et termine les travaux de son yacht qui vaut 500 millions de dollars, le plus grand du monde.

Plus les travailleurs deviendront puissants, plus les médias seront instrumentalisés à leur détriment.

Bezos possède le *Washington Post*. Le milliardaire bio scientifique Patrick Soon-Shiong possède le *Los Angeles Times*. Les fonds spéculatifs et autres sociétés financières possèdent la moitié des quotidiens des États-Unis. La télévision est, en gros, entre les mains d'une demi-douzaine de sociétés qui contrôlent 90 % de ce que les Américains regardent. WarnerMedia, actuellement détenue par AT&T, possède *CNN* et *Time Warner*.

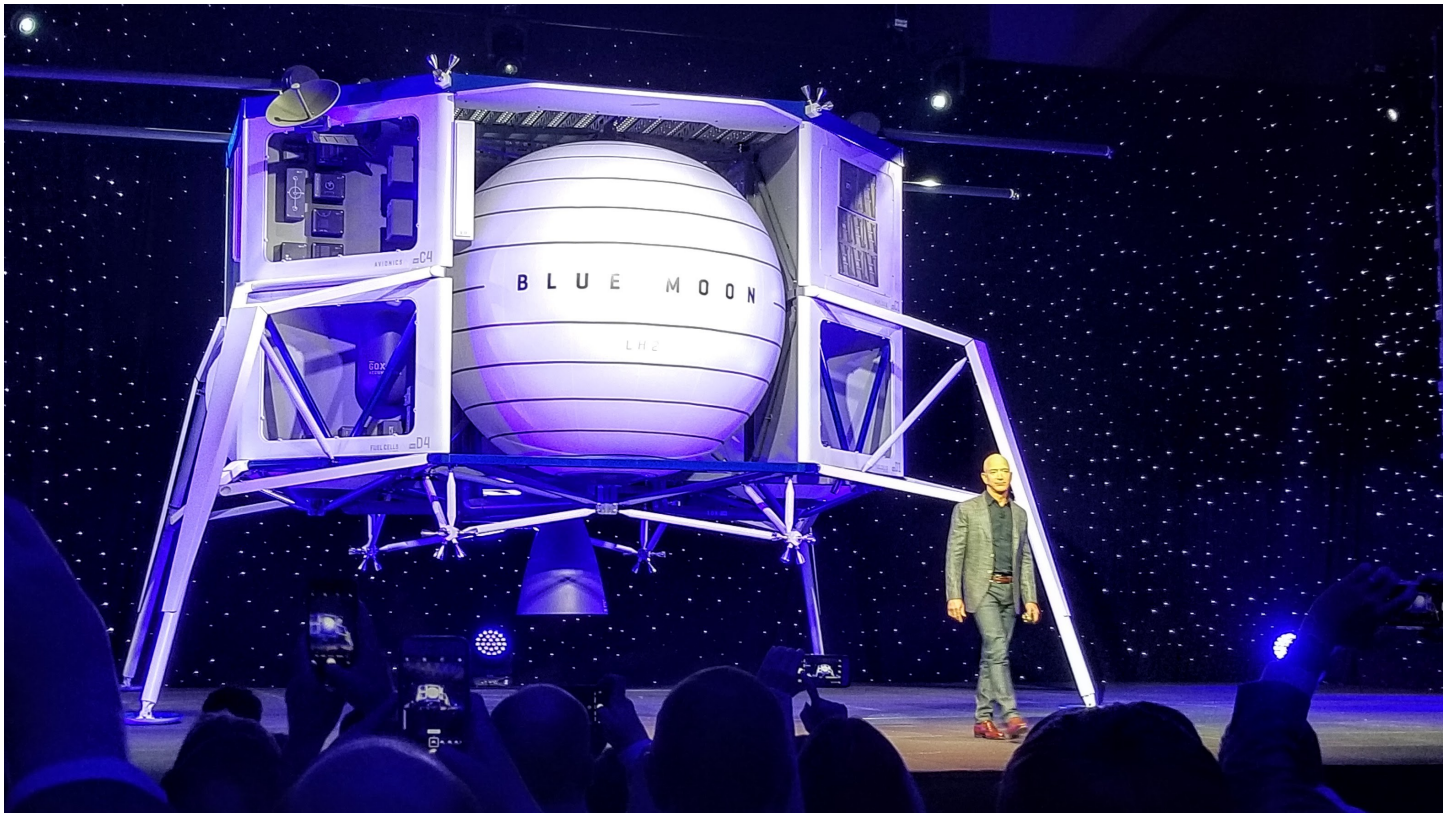
MSNBC est détenue par Comcast, qui est une filiale de General Electric, le 11e plus grand entrepreneur de défense des États-Unis. News Corp possède le *Wall Street Journal* et le *New York Post*. Les oligarques au pouvoir ne se soucient pas de ce que nous regardons, tant que nous restons fascinés par les spectacles futiles et chargés d'émotions qu'ils nous offrent. Aucun de ces médias ne remet en cause les intérêts de ses propriétaires, fussent-ils actionnaires ou annonceurs, qui orchestrent l'attaque contre les travailleurs. Plus les travailleurs deviendront puissants, mieux les médias seront armés pour les contrer.

Le premier article que j'ai publié dans un grand journal, le *Christian Science Monitor* portait sur la campagne de répression que la société américaine Gulf and Western a menée contre l'organisation d'un syndicat dans sa zone franche industrielle de La Romana, en République dominicaine, campagne qui impliquait l'intimidation, le passage à tabac, le licenciement et l'assassinat d'organisateurs syndicaux dominicains.

L'histoire a initialement été reprise par la section Outlook du *Washington Post* jusqu'à ce que Gulf and Western, propriétaire de Paramount Pictures, menace de retirer sa publicité cinématographique du journal. *Le Monitor*, financé par l'Église de la Science Chrétienne, ne contenait pas de publicité. Cette histoire a constitué une première et importante leçon quant aux contraintes sévères imposées par la presse marchande [Chris Hedges a été correspondant de guerre freelance pour The Christian Monitor,NdT].

Un an plus tôt, le *New York Times* avait vidé de sa substance un article d'investigation écrit par celui qui est probablement notre plus grand journaliste d'investigation, Seymour Hersh, il est celui qui a révélé le meurtre de quelque 500 civils non armés par l'armée américaine à My Lai et la torture à Abu Ghraib, et par Jeff Gerth à propos de Gulf and Western.

Hersh et Gerth ont documenté la manière dont Gulf and Western a pratiqué la fraude, les abus, l'évasion fiscale et dénoncé ses liens avec le crime organisé. Charles Bluhdorn, le PDG de Gulf and Western, entretenait des relations avec l'éditeur Arthur "Punch" Sulzberger, qui l'invitait notamment à visionner des films Paramount en avant-première dans la salle de cinéma privée du domicile de Bluhdorn.



Jeff Bezos, fondateur de Blue Origin, dévoile une maquette de l'atterrisseur lunaire Blue Moon, le 9 mai 2019. (Crédit image : Space.com)

Bluhdorn s'est servi de ses relations au sein du journal pour discréditer Hersh et Gerth, ainsi que pour assaillir le journal de lettres accusatrices et d'appels téléphoniques menaçants. Il a engagé des détectives privés pour déterrer des ragots sur Hersh et Gerth. Lorsque les deux reporters ont publié leur article de 15 000 mots, le rédacteur économique en chef, John Lee, et, selon les mots de Hersh, « sa coterie de rédacteurs crétins lèche-cul », peut-être par peur d'être poursuivis, l'ont édulcoré. C'était une chose, selon Hersh, de s'opposer à une institution publique. C'en était une autre de s'attaquer à une grande entreprise. Plus jamais il ne devait être engagé pour travailler régulièrement pour un journal.

Dans son livre de souvenirs, "Reporter", Hersh écrit : « L'expérience était frustrante et exaspérante. Écrire sur l'Amérique des entreprises avait sapé mon énergie, déçu les rédacteurs en chef et m'avait angoissé. Les entreprises américaines ne seraient jamais contrôlées, telle était ma crainte : La cupidité l'avait emporté. Le sale affrontement avec Gulf and Western avait tellement secoué l'éditeur et les rédacteurs en chef que ceux qui dirigeaient les pages d'économie avaient été autorisés à dénaturer et saper tout le bon travail que Jeff et moi avions fait. Je ne pouvais manquer de me demander si les rédacteurs en chef avaient été informés des liens personnels qui existaient entre Bluhdorn et Punch. Quoi qu'il en soit, il était clair pour Jeff et moi que le courage dont le *Times* avait fait preuve en affrontant la colère d'un président et d'un procureur général lors de la crise des Pentagon Papers en 1971 ne serait plus de mise face à une bande d'escrocs du monde des affaires...»

Les États-Unis ont connu les guerres ouvrières les plus violentes du monde industrialisé : des centaines de travailleurs ont été assassinés par des hommes de main et les milices des entreprises, des milliers d'autres ont été blessés et des dizaines de milliers ont été mis sur liste noire. Les luttes pour la création de syndicats, et avec ceux-ci pour des salaires décents, des avantages sociaux et la protection de l'emploi, se sont soldées par des rivières de sang ouvrier et d'immenses souffrances.

La formation de syndicats, comme par le passé, entraînera une longue et sale guerre de classe. L'appareil de sécurité et de surveillance, y compris Homeland Security et le FBI, sera déployé, ainsi que des sous-traitants privés et des voyous engagés par les entreprises, pour surveiller, infiltrer et détruire le mouvement en faveur d'une syndicalisation.

Pendant un certain temps, grâce aux syndicats il a été possible de mettre en place un salaire moyen pour les ouvriers de l'automobile, les conducteurs de bus, les électriciens et les ouvriers du bâtiment. Mais ces avancées ont été réduites à néant. Si le salaire minimum avait suivi le rythme de la hausse de la productivité, comme le souligne le *New York Times*, aujourd'hui les travailleurs gagneraient au moins 20 dollars de l'heure.

L'organisation naissante chez Amazon, Starbucks, Uber, Lyft, John Deere, Kellogg, l'usine Special Metals de Huntington, en Virginie occidentale, appartenant à Berkshire Hathaway ; REI, le syndicat des charpentiers du Nord-Ouest, Kroger, les enseignants de Chicago, Sacramento, Virginie occidentale, Oklahoma et Arizona ; les travailleurs de la restauration rapide, des centaines d'infirmières à Worcester, dans le Massachusetts, et les membres de l'Alliance internationale des

employés de scène de théâtre sont le signe que les travailleurs découvrent que le seul pouvoir réel dont ils disposent est celui du collectif, bien qu'un maigre 9% de la main-d'œuvre américaine seulement soit syndiquée. Les 1 400 travailleurs d'une usine Kellogg's d'Omaha qui fabrique des Cheez-Its ont obtenu un nouveau contrat prévoyant des augmentations de salaire de plus de 15 % sur trois ans après avoir fait grève pendant près de trois mois l'automne dernier.

Des infirmières diplômées et des sympathisants forment un piquet de grève et font signe aux voitures qui passent (AFP VIA GETTY IMAGES)

La trahison de la classe ouvrière par le Parti démocrate, tout particulièrement pendant l'administration Clinton, s'est traduite par des accords commerciaux qui permettaient aux travailleurs exploités au Mexique ou en Chine de prendre la place des travailleurs syndiqués ici sur notre territoire. Au nom des grandes entreprises, des lois anti-ouvrières ont été approuvées par des politiciens des deux partis au pouvoir, achetés et soudoyés.

La désindustrialisation et la précarité de l'emploi se sont progressivement métamorphosées en une économie de type « gig » [Économie à la tâche. On la désigne aussi sous le nom d'économie à la demande ou économie des petits boulots. C'est un système basé sur des emplois flexibles, temporaires ou indépendants, NdT], une économie qui contraint les travailleurs à vivre avec un salaire de survie, sans avantages sociaux ni sécurité de l'emploi, et avec peu de droits.

Les capitalistes, comme l'a souligné Karl Marx, n'ont que deux objectifs : Réduire le coût du travail, ce qui implique appauvrir et exploiter les travailleurs, et augmenter les taux de production, ce qui passe souvent par l'automatisation, bien illustrée par les omniprésents robots trapézoïdes orange d'Amazon qui transportent des rayonnages jaunes dans des entrepôts qui font un million de mètres carrés. Lorsque les êtres humains interfèrent avec ces deux objectifs capitalistes, on les sacrifie.

La détresse financière des travailleurs, pris au piège de l'esclavage de la dette et exploités par les banques, les sociétés de cartes de crédit, les sociétés de prêts étudiants, les services publics privatisés, la "gig economy", un système de santé à but lucratif qui n'a pas empêché les États-Unis d'avoir environ un sixième de tous les décès par COVID-19 signalés dans le monde — bien que nous ayons moins d'un douzième de la population mondiale — et des employeurs qui paient de maigres salaires et ne fournissent pas d'avantages sociaux, ne cesse d'empirer, en particulier avec l'inflation grandissante.

Biden, tout en dispensant généreusement 13,6 milliards de dollars à l'Ukraine et en portant le budget militaire à 754 milliards de dollars, a piloté la fin de l'extension des allocations de chômage, de l'aide au loyer, de la renégociation pour les prêts étudiants, des chèques d'urgence, du moratoire sur les expulsions et maintenant la fin de l'extension du crédit d'impôt pour les familles avec enfants. Il a refusé de tenir ne serait-ce que ses promesses de campagne les plus timides, notamment l'augmentation du salaire minimum à 15 dollars de l'heure et l'annulation des prêts étudiants. Son projet de loi « Build Back Better » a été vidé de sa substance et pourrait bien ne pas être relancé.

Le père Noël Amazon sera à l'heure : il déploie 15 000 robots kiva pour accélérer ses livraisons (© Cnet - capture vidéo YouTube)

Les travailleurs d'Amazon, comme de nombreux travailleurs américains, subissent des conditions de travail épouvantables. Ils sont affectés à des postes de travail qui sont obligatoirement de 12 heures. Ils n'ont pas droit à des pauses toilettes et doivent souvent uriner dans des bouteilles. Ils endurent des températures étouffantes dans l'entrepôt en été. Ils leur faut scanner un nouvel article toutes les 11 secondes pour atteindre leur quota. L'entreprise sait immédiatement quand ils prennent du retard. Si on ne respecte pas le quota, c'est le licenciement immédiat.

Will Evans, dans un article d'investigation pour *Reveal* du Center for Investigative Reporting, a découvert que « la course à la vitesse de l'entreprise, véritable obsession, a transformé ses entrepôts en véritables fabriques de blessures ». Will Evans a réuni des rapports concernant les blessures en interne provenant de 23 des 110 « centres d'exécution » de la société dans tout le pays. « Globalement, écrit-il, le taux de blessures graves dans ces installations était plus de deux fois supérieur à la moyenne nationale constatée dans le secteur des entrepôts : 9,6 blessures graves pour 100 travailleurs à temps plein en 2018, contre une moyenne du secteur cette année-là qui était de 4.»

Ceux qui sont blessés, a constaté Evans, sont « rejetés comme des biens avariés ou réaffectés dans des emplois qui ne font que les mettre plus en danger de blessures ».

« La procédure interne d'Amazon visant Parker Knight montre la cruelle rigueur du système Amazon, il s'agit d'un vétéran handicapé qui a travaillé à l'entrepôt de Troutdale, dans l'Oregon, cette année, écrit Evans. Knight avait été autorisé à travailler sur des périodes plus courtes après avoir été victime de blessures au dos et à la cheville dans l'entrepôt, mais [le programme de suivi du logiciel propriétaire] ADAPT ne l'a pas épargné. En mai, à trois reprises, Knight a été signalé par écrit pour avoir failli à son quota. Les attentes étaient précises. Il devait prélever 385 petits articles ou 350 articles moyens par heure. Une semaine, il a atteint 98,45 % de son taux prévu, mais ce n'était pas suffisant. Ce manque de vitesse de 1,55 % lui a valu son dernier avertissement écrit — le dernier avant licenciement »

Le *New York Times* a révélé l'année dernière que régulièrement Amazon pénalise aussi les nouveaux parents, les patients confrontés à des problèmes médicaux et autres travailleurs vulnérables en congé.

« Dans tout le pays, des travailleurs confrontés à des problèmes médicaux et à d'autres crises de la vie ont été licenciés lorsque le logiciel de présence les a indiqués par erreur comme absents, selon d'anciens et actuels membres du personnel des ressources humaines, dont certains n'ont voulu parler que sous couvert d'anonymat par crainte de représailles, rapporte le journal. Les rapports des médecins ont disparu dans les trous noirs des bases de données

d'Amazon. Les employés avaient du mal à joindre leurs responsables de dossiers, se débattant dans des arborescences téléphoniques automatisées qui acheminaient leurs appels vers des employés administratifs débordés qui se trouvaient au Costa Rica, en Inde et à Las Vegas. Et l'ensemble du système de gestion des congés était géré par un patchwork de logiciels qui, souvent, n'étaient pas compatibles. Certains travailleurs qui étaient prêts à revenir ont découvert que le système était trop encombré pour traiter leur cas, ce qui leur a fait perdre des semaines voire des mois de revenus. Les employés de l'entreprise mieux rémunérés, qui devaient naviguer dans les mêmes systèmes, ont constaté que l'organisation d'un congé de routine pouvait se transformer en un véritable imbroglio.»

Chris Smalls a organisé des manifestations contre Amazon dans tout le pays, y compris devant les propriétés de Jeff Bezos.

L'histoire a démontré que le seul pouvoir dont disposent les citoyens est celui du collectif, sans ce collectif nous sommes tondus comme des moutons. C'est une vérité que la classe dirigeante passe beaucoup de temps à occulter.

La classe dirigeante, par le biais de gourous de développement personnel comme Oprah [Au milieu des années 1990, Oprah Winfrey a réinventé son talk show pour se concentrer sur la littérature, le développement personnel, la spiritualité, et la méditation, NdT], de prédicateurs du « gospel de la prospérité » et de l'industrie du divertissement, a effectivement privatisé l'espoir. Ils entretiennent le fantasme que la réalité ne serait jamais un obstacle à ce que nous désirons.

Si nous croyons en nous-mêmes, si nous travaillons dur, si nous saisissons que nous sommes vraiment exceptionnels, nous pouvons avoir tout ce que nous voulons. La privatisation de l'espoir est un phénomène pervers et autodestructeur. Lorsque nous ne parvenons pas à atteindre nos objectifs, lorsque nos rêves sont irréalisables, alors on nous inculque que ce n'est pas dû à une injustice économique, sociale ou politique, mais bien à des failles qui nous sont propres. L'histoire a démontré que le seul pouvoir des citoyens passe par le collectif, sans ce collectif nous sommes tondus comme des moutons. C'est une vérité que la classe dirigeante passe beaucoup de temps à occulter.

Toute avancée que nous faisons en matière de justice sociale, politique et économique est immédiatement attaquée par la classe dirigeante. Cette dernière grignote petit à petit les acquis que nous engrangeons, c'est ce qui s'est produit après la progression des mouvements de masse dans les années 1930 et plus tard dans les années 1960.

Les oligarques cherchent à étouffer ce que le politologue Samuel Huntington avec cynisme a appelé « excès de démocratie ». C'est ce qui a conduit le sociologue Max Weber à qualifier la politique de vocation. La transformation sociale ne peut être obtenue simplement par le biais du vote. Elle exige un effort soutenu, continuel. Il s'agit d'une lutte sans fin pour un nouvel ordre politique, qui requiert le dévouement de toute une vie, la capacité de s'organiser pour tenir en échec les excès rapaces du pouvoir et le sens du sacrifice. Cette vigilance perpétuelle est la clé du succès.

À l'heure où j'écris, la vaste mécanique d'Amazon est sans doute en train de comploter pour réduire à néant le syndicat de Staten Island. Le groupe ne peut pas permettre que ce soit un exemple de réussite. Amazon possède 109 « centres d'exécution » pour lesquels la société est déterminée à s'assurer qu'il n'y aura jamais de syndicalisation. Mais, si nous ne

nous laissons pas aller à la facilité, si nous continuons à nous organiser et à résister, si nous joignons nos forces à celles de nos alliés syndiqués dans tout le pays, si nous sommes capables de faire grève, nous — et eux — avons une chance.

Chris Smalls lors d'une première manifestation contre Amazon en 2020 (Reuters)

Note aux lecteurs de ScheerPost : Sans votre aide, il me sera désormais impossible de continuer à écrire une colonne hebdomadaire pour ScheerPost et à produire mon émission de télévision. Les portes se referment, avec une rapidité déconcertante, sur le journalisme indépendant, les élites, y compris celles du parti démocrate, réclamant de plus en plus de censure. Bob Scheer, qui dirige ScheerPost avec un budget très serré, et moi-même ne renoncerons pas à notre engagement en faveur d'un journalisme indépendant et honnête, et nous ne placerons jamais ScheerPost derrière un portail payant, nous ne demanderons pas d'abonnement, nous ne vendrons pas vos données et nous n'accepterons pas de publicité. Si vous le pouvez, inscrivez-vous sur chrishedges.substack.com pour que je puisse continuer à publier ma chronique du lundi sur ScheerPost et à produire mon émission de télévision hebdomadaire, The Chris Hedges Report.

Merci, Chris